Agence d'urbanisme
pour le développement
de l'agglomération lyonnaise

Opale

Observatoire partenarial en **Economie**

Veille économique **N°25**

Regard sur l'Economie et les Entreprises Lyonnaises

Février 2015

Cadrage régional 2
Le marché du travail : emploi salarié, chômage 3
Les difficultés des entreprises : prévention, procédures collectives 5
Immobilier d'entreprise, logement neuf 6
Zooms sectoriels 7

L'année 2014 n'a pas apporté de changement significatif à la situation de l'économie lyonnaise, ni dégradation ni franche amélioration, dans un contexte national d'attente de signes de reprise qui ne sont jamais venus.

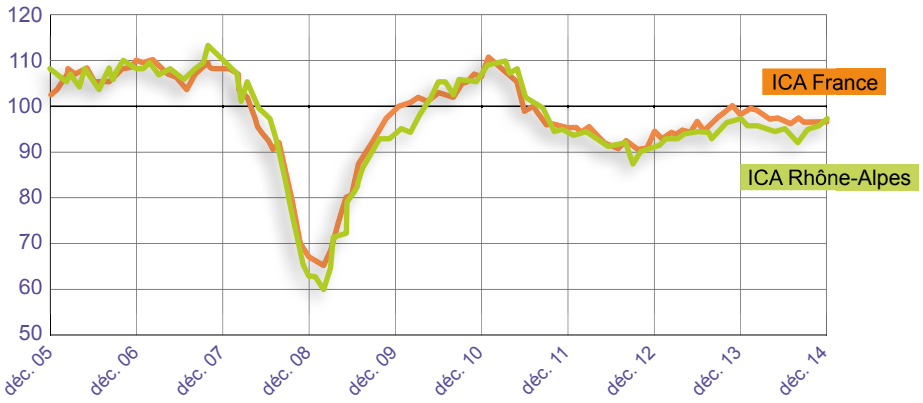
L'agglomération lyonnaise garde de solides points forts : un marché de l'immobilier d'entreprise dynamique, dans tous ses segments (bureaux, locaux d'activité, logistique) ; des projets d'implantations toujours nombreux d'entreprises attirées par une localisation sur le territoire ; une évolution positive sur un an de l'emploi salarié, tirée par la progression des services ; de beaux développements et levées de fonds dans certains secteurs d'activité (sciences de la vie, numérique…)… Autant de signes d'attractivité du territoire et de vitalité d'un grand nombre d'entreprises.

D'autres indicateurs restent en revanche dans le rouge. 2014 a été particulièrement difficile au Tribunal de commerce de Lyon, avec un nombre très élevé de défaillances touchant majoritairement de très petites entreprises. Les petites entreprises de l'artisanat et du commerce de détail sont nombreuses à connaître des situations tendues. Enfin, l'évolution du chômage reste un point fort d'inquiétude par sa durée et son impact social, en l'absence de perspective de retournement de tendance. Le taux de chômage de la zone d'emploi de Lyon reste cependant inférieur à celui enregistré dans d'autres grandes agglomérations françaises.

Des conditions plus favorables fin 2014

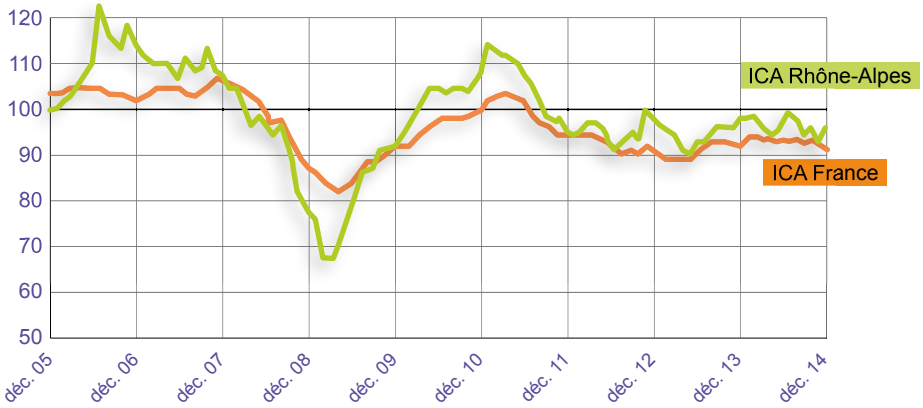
Les enquêtes réalisées auprès des entreprises rhônalpines début 2015 confirment la tendance à la légère amélioration soulignée par les récentes analyses de conjoncture. Dans sa note de décembre, l'Insee note ainsi une accélération de l'économie mondiale depuis l'été 2014, qui touche encore peu la zone euro mais profite en particulier aux entreprises exportatrices, et prévoit un desserrement de certains freins en 2015. En zone euro en particulier, la dépréciation de l'euro face au dollar, la baisse du prix du baril de pétrole et un regain de pouvoir d'achat des ménages pourraient amener une certaine embellie. En France, la fin de l'ajustement des dépenses de logement, la montée en charge du CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) et du pacte de responsabilité et de solidarité pourraient renforcer la tendance. Le Fonds monétaire international (FMI) anticipe une croissance du produit intérieur brut (PIB) de +0,9 % en France en 2015 (après +0,4 % en 2014), de +1,2 % en zone euro et de +3,5 % pour l'économie mondiale.

Indicateur du climat des affaires dans l'industrie



Source : Tendances régionales, Banque de France, décembre 2014

Indicateur du climat des affaires dans les services marchands



Source : Tendances régionales, Banque de France, décembre 2014

En 2014, 80 entreprises accompagnées par l'Aderly

En 2014, l'Agence pour le développement de la région lyonnaise (Aderly) aura accompagné 80 entreprises dans leur implantation ou leur développement en région lyonnaise, pouvant générer 1 922 emplois d'ici trois ans. Elle en avait accompagné 77 en 2013. Les deux filières prioritaires que sont les sciences de la vie et les écotechnologies représentent la moitié des projets d'investissement. La proportion de projets d'origine étrangère est en baisse (32 entreprises sur 80) mais compte l'annonce de beaux investissements industriels créateurs d'emplois, comme ceux de l'Allemand Fresenius à l'Arbresle ou du Belge Vandemoortele sur Parc industriel de la Plaine de l'Ain.

Des entreprises prudentes

La dernière enquête de la Banque de France auprès des entreprises en Rhône-Alpes souligne un léger mieux au dernier trimestre 2014, même si le niveau d'activité reste médiocre notamment dans l'industrie (cf. graphiques). Ce léger mieux est tiré par la demande étrangère et profite aux entreprises exportatrices et au secteur de la fabrication d'équipements électriques et électroniques notamment. Les services aux entreprises s'en sortent toujours mieux, en particulier l'ingénierie informatique qui bénéficie d'un environnement durablement positif.

La CCI Rhône-Alpes tire le même bilan de son enquête auprès des petites et moyennes entreprises rhônalpines, résumée ainsi : « une situation économique toujours morose mais un léger mieux est anticipé ». Le bilan 2014 est en effet moins défavorable que celui de 2013, mais très contrasté selon les activités. Les services aux entreprises, hormis le transport-logistique, obtiennent globalement un bilan positif, alors que le tourisme, le bâtiment-travaux publics et le transport-logistique ont des résultats défavorables. L'industrie et le commerce de gros sont à l'équilibre. Les perspectives pour les prochains mois sont également plus favorables que l'an passé à la même époque mais restent très mesurées. En particulier, aucune amélioration n'est annoncée par les entreprises concernant leur niveau d'emploi et d'investissement.

Dans l'artisanat, la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône souligne que l'année 2014 s'est révélée compliquée mais stable au final. La sous-activité est fréquente et un certain nombre d'entreprises ont souffert en fin d'année, notamment dans l'alimentaire, avec une alerte sur l'emploi dans les très petites entreprises.

En savoir plus

- Banque de France. Tendances régionales : la conjoncture en Rhône-Alpes. Décembre 2014
- CCI Rhône-Alpes. Panel régional de conjoncture. Janvier 2015
- CCI Rhône-Alpes. Conjoncture n°91. Déc. 2014
- Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA) du Rhône. Enquête Avisé.
- Insee. Note de conjoncture : les freins se desserrent un peu. Décembre 2014
- FMI. Perspectives de l'économie mondiale. Janvier 2015
- Aderly. www.aderly.com

Définition

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation ; 100 = moyenne de longue période.

L'emploi salarié

La progression de l'emploi se stabilise, l'intérim chute

L'emploi salarié dans le secteur marchand s'établit à 574 200 emplois au troisième trimestre 2014 dans le département du Rhône. Il est stable à la baisse par rapport au trimestre précédent (-0,2 %) et stable à la hausse sur un an (+0,1 %). L'évolution rhodanienne est ainsi légèrement plus favorable que celle de Rhône-Alpes (-0,3 % sur un an).

Le secteur des services (hors intérim) concerne la moitié des emplois du Rhône. Il est encore en hausse notable sur un an (+1,2 %, soit 3 500 emplois supplémentaires) et le seul encore en progression sur le dernier trimestre. Les plus fortes baisses concernent l'industrie, qui perd 1 500 emplois sur un an (-1,4 %) et l'intérim, qui perd 800 emplois en un an (-3,5 %) et s'effondre rapidement au dernier trimestre, en lien avec les difficultés de l'industrie et de la construction. Quant au commerce, avec 18 % des emplois, il reste stable sur un an et sur un trimestre.

L'analyse des déclarations d'embauche fait ressortir une forte progression des embauches en contrats à durée déterminée dans le département du Rhône, au détriment des embauches à durée indéterminée qui sont en diminution sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2013 (-0,8 %). En Rhône-Alpes, globalement, 90 % des intentions d'embauche se font dans le tertiaire (intérim compris).

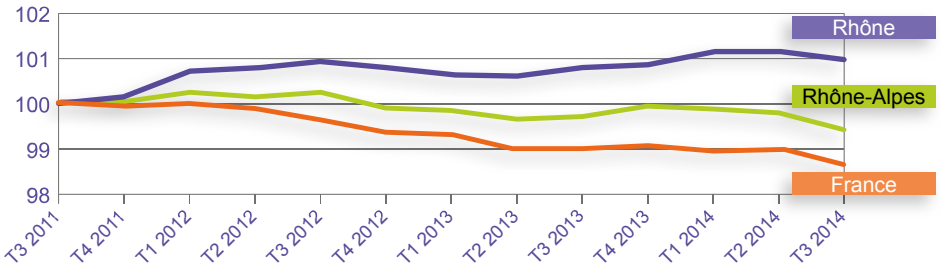
Définitions

Emploi salarié marchand : estimation de l'emploi salarié en fin de trimestre fournie par l'Insee, hors agriculture, hors secteurs principalement non marchands et hors salariés des particuliers employeurs. Les données sont corrigées des variations saisonnières.

Déclaration préalable d'embauche : déclaration obligatoire par l'employeur à l'Urssaf, dans les 8 jours qui précèdent toute embauche de salarié, quelle que soit la durée du contrat. Le CDD court est de moins d'un mois, le CDD long de plus d'un mois.

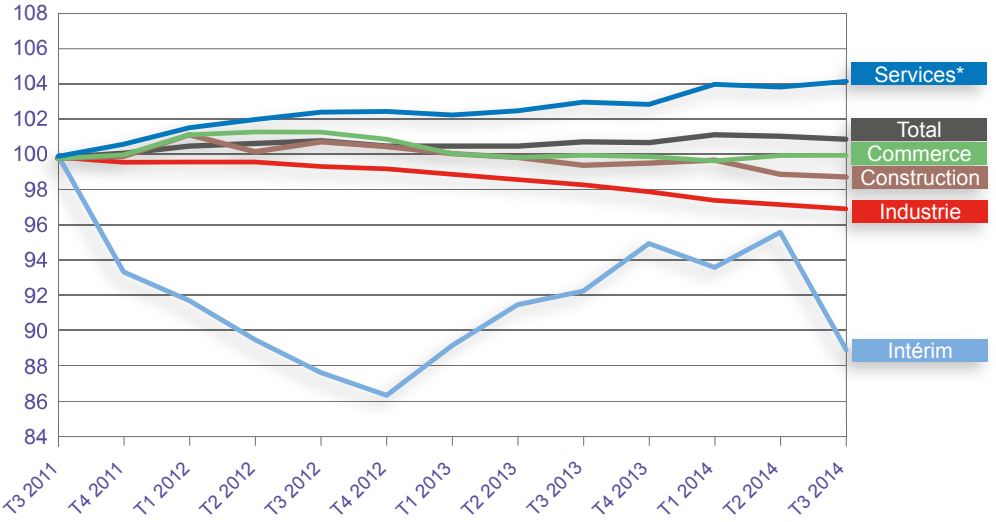
Périmètre : département du Rhône.

Evolution comparée de l'emploi salarié
(indice base 100 au 3e trimestre 2011)



Source : Insee, estimations d'emploi. Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières

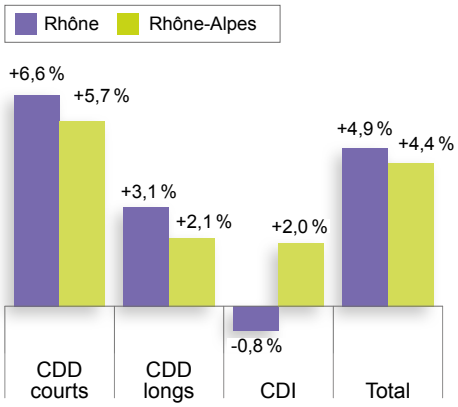
Evolution de l'emploi salarié privé dans le Rhône par secteur
(indice base 100 au 3e trimestre 2011)



Source : Insee, estimations d'emploi. Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières

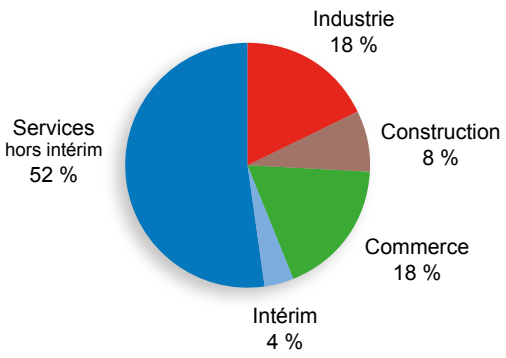
* Hors intérim

Evolution des déclarations d'embauche sur les 9 premiers mois de l'année



Source : Acoss-Urssaf. Evolution entre le cumul de janvier à septembre 2013 et le cumul de janvier à septembre 2014

Répartition des emplois salariés au 3e trimestre 2014 dans le Rhône



Source : Insee, estimations d'emploi.
Données trimestrielles corrigées des variations saisonnières

Définition

Les demandeurs d'emploi de catégorie A sont des personnes sans emploi inscrites à Pôle Emploi, tenues d'être disponibles et d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Les demandeurs d'emploi de catégorie B et C sont des personnes tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (cat. B : moins de 78 heures au cours du mois ; cat. C : plus de 78 heures au cours du mois).

Un chômeur de longue durée est un actif au chômage depuis plus d'un an.

Le taux de chômage est le rapport (en %) entre une estimation du nombre de chômeurs et la population active estimée au lieu de résidence. La population active comprend les personnes occupant un emploi et les chômeurs.

Périmètre : département du Rhône

Le chômage

Le chômage reste un point noir dont la hausse ne faiblit pas

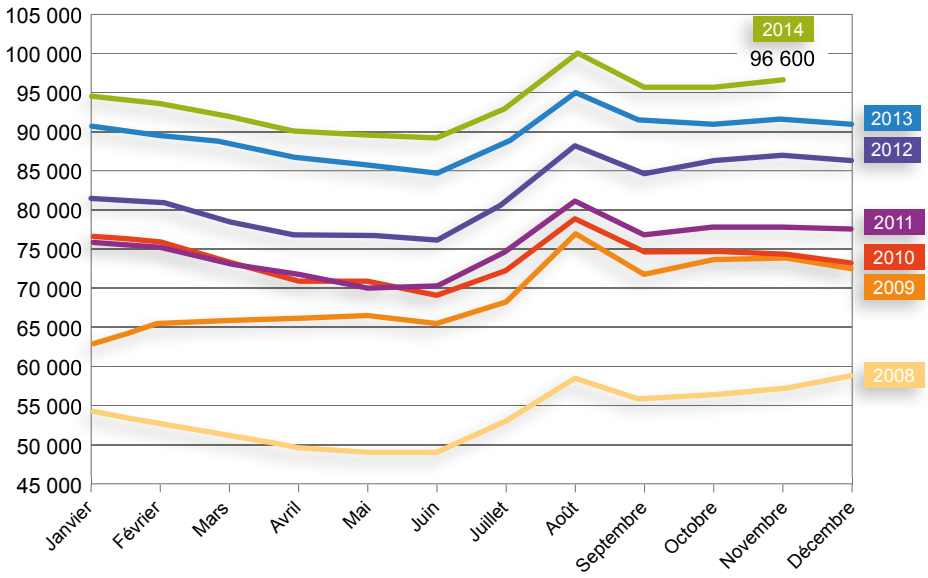
Fin novembre 2014, le département du Rhône comptait 142 800 demandeurs d'emploi de catégories A, B et C. Les deux tiers d'entre eux n'avaient exercé aucune activité dans le mois (catégorie A), soit 96 600 personnes.

Sur un an, entre novembre 2013 et novembre 2014, le chômage poursuit ainsi sa hausse : +5,5 % dans le Rhône, +6,5 % en Rhône-Alpes, +5,9 % en France métropolitaine, pour les catégories ABC.

Si le chômage des jeunes de moins de 25 ans est quasiment stable sur un an, avec sans doute un effet positif des contrats aidés, il augmente en revanche fortement pour les personnes de plus de 50 ans (+10,8 %) et pour les chômeurs de longue durée (+6,6 %). A la fin du troisième trimestre 2014, un demandeur d'emploi du Rhône sur cinq est au chômage depuis plus de deux ans, soit 23 500 personnes concernées.

Huit chômeurs du Rhône sur dix résident dans le Grand Lyon.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans le Rhône
depuis janvier 2008



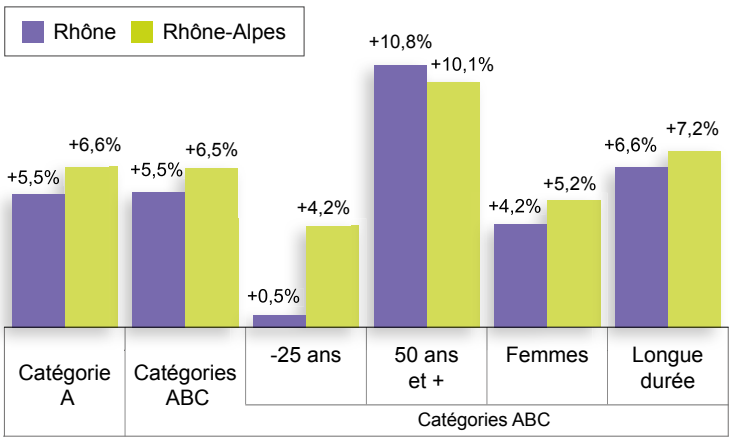
Source : STMT - Pôle Emploi - Dares, DEFM, données brutes

Taux de chômage

	3e trimestre 2014	3e trimestre 2013
Zone d'emploi de Lyon	9,2 %	9,2 %
Zone d'emploi de Lille	10,9 %	11,0 %
Zone d'emploi de Toulouse	10,3 %	10,0 %
Zone d'emploi de Marseille-Aubagne	12,7 %	12,7 %
France métropolitaine	9,9 %	9,9 %

Source : Insee, moyenne trimestrielle CVS, données 2014 provisoires

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en un an



Source : STMT - Pôle Emploi – Dares, DEFM, données brutes.
Evolution entre novembre 2013 et novembre 2014

Les demandeurs d'emploi en novembre 2014

	Rhône	Rhône-Alpes
DEFM* catégorie A	96 600	332 000
Evolution annuelle	*+5,5 %*	*+6,6 %*
DEFM* catégories ABC	142 800	492 300
Part des - 25 ans cat. ABC	15 %	16 %
Part des + 50 ans cat. ABC	19 %	21 %
Part des femmes cat. ABC	48 %	50 %
Part des DE longue durée cat. ABC	40 %	39 %

* DEFM : Demandeurs d'emploi en fin de mois
Source : STMT - Pôle Emploi - Dares, DEFM, données brutes

La prévention des difficultés des entreprises

La prévention, toujours à renforcer

Près de 1 000 chefs d'entreprises ont été reçus en 2014 dans le cadre du dispositif de prévention des difficultés des entreprises. C'est légèrement moins qu'en 2013, mais sans grande évolution significative. L'information sur le dispositif fonctionne bien, grâce au réseau mis en place et à ses nombreux relais (experts comptables, commissaires aux comptes, experts consulaires…). Cependant un certain nombre d'entreprises sollicitent le dispositif trop tard, lorsqu'elles sont déjà contraintes à la déclaration de cessation de paiement. La prévention reste ainsi une des priorités du Tribunal de commerce de Lyon, avec la volonté d'en élargir encore le champ au cours de l'année qui vient.

Les entreprises reçues sont issues de secteurs d'activité variés et très souvent de petite taille.

La prévention des difficultés des entreprises dans l'agglomération
(en nombre d'entreprises)

	2014	2013
Nombre d'entretiens	987	1 023
Mandats ad hoc	30	49
Conciliations	80	74

Source : Tribunal de commerce de Lyon

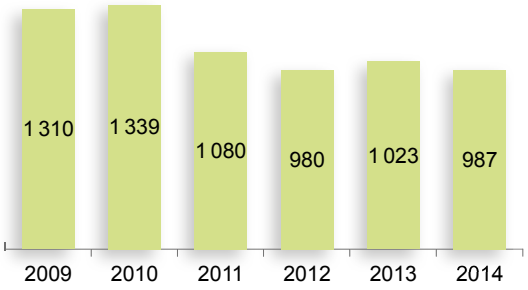
Note méthodologique

Un dispositif de prévention des difficultés des entreprises a été mis en place dans l'agglomération lyonnaise en 2004. Ce dispositif, lié au Tribunal de commerce de Lyon, repose sur un partenariat avec la CCI de Lyon, la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône, les ordres des experts-comptables, des avocats et des commissaires aux comptes, et associe le Trésor public, la Banque de France et l'Urssaf.

Il s'ajoute aux deux procédures habituelles de prévention des Tribunaux de commerce : mandats ad hoc et conciliation.

Périmètre
Ressort du Tribunal de commerce de Lyon

Evolution du nombre d'entretiens de prévention depuis 2009



Source : Tribunal de commerce de Lyon

Les procédures collectives

Un record de défaillances en 2014

Au cours de l'année 2014, 1 810 ouvertures de défaillances ont été prononcées par le Tribunal de commerce de Lyon, soit 16 % de plus qu'en 2013. C'est le plus haut chiffre de défaillances depuis 1993 à Lyon, qui se distingue fortement cette année de l'évolution nationale : selon les données publiées par Altares, les défaillances d'entreprises ont reculé de 0,8 % en France en 2014, avec 62 600 procédures. Le Tribunal de commerce estime que la tendance à l'amélioration se fera sentir en 2015 en région lyonnaise, avec un certain décalage.

Tous les types de procédures sont en hausse en 2014 (sauvegardes, redressements et liquidations judiciaires), de même que les résolutions ou abandons de plans de redressement, lorsque les entreprises concernées n'arrivent pas à tenir le plan de continuation prévu et reviennent au Tribunal pour une liquidation (54 résolutions de plans en 2014 contre 45 en 2013). Cependant, les entreprises faisant l'objet d'une procédure, si elles sont plus nombreuses, sont en moyenne de petite taille, ce qui explique que le nombre total de salariés touchés est en diminution par rapport à 2013 (4 640 salariés contre 5 655 l'an passé).

En termes sectoriels, ce sont les activités tournées vers les particuliers qui souffrent le plus. La part du commerce dans les défaillances progresse pour atteindre 26 % en 2014 (contre 23 % en 2013). Le secteur de la construction reste proportionnellement stable, autour de 26 % des défaillances.

Définition

Une défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris les résolutions de plans). Ces procédures interviennent lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

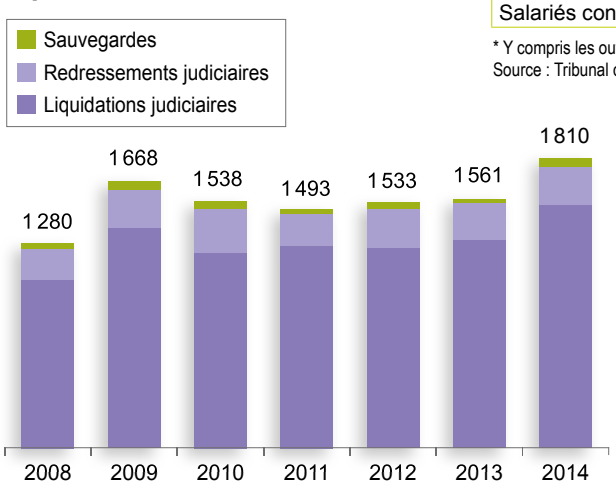
Périmètre : Ressort du Tribunal de commerce de Lyon

Procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon (en nombre d'entreprises, y compris les auto-entrepreneurs)

	2014	2013
Sauvegardes	58	41
Redressements judiciaires	238	230
Liquidations judiciaires*	1 514	1 300
Total procédures collectives	1 810	1 561
Salariés concernés	4 640	5 655

* Y compris les ouvertures sur résolution de plan
Source : Tribunal de commerce de Lyon

Evolution des procédures collectives depuis 2008



Source : Tribunal de commerce de Lyon

Le marché de l'immobilier d'entreprise

L'activité se maintient à niveau élevé

Les professionnels de l'immobilier d'entreprise lyonnais tirent un bilan positif de l'année 2014, quel que soit le type de locaux.

Le marché des bureaux a ainsi enregistré une très belle année, avec 242 625 m² placés. C'est légèrement moins qu'en 2013 (-4 %) mais toujours supérieur à la moyenne annuelle depuis dix ans (215 000 m²). Trois transactions importantes de plus de 10 000 m² ont soutenu le marché (Caisse d'épargne Rhône-Alpes dans la Tour Incity, Sanofi Pasteur à Gerland et Seb dans l'Ouest lyonnais), mais également un certain nombre d'acquisitions de bureaux réalisées par des petites et moyennes entreprises. En termes de localisation, le secteur de Gerland arrive en tête et devance la Part-Dieu en nombre de mètres carrés placés (58 402 m² contre 45 595 m²). Les perspectives sont bonnes pour 2015 sur le marché des bureaux.

Définition

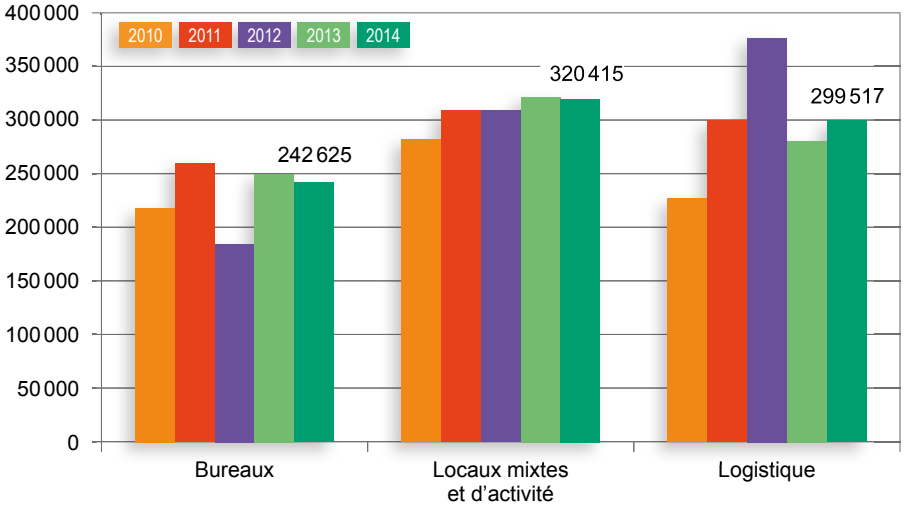
L'observatoire du Cecim (Centre d'études de la conjoncture immobilière de la région lyonnaise) publie tous les trimestres une analyse globale du marché de l'immobilier d'entreprise dans l'aire urbaine de Lyon : ventes et locations, ancien ou neuf, à utilisateur ou investisseur, par type de locaux (bureaux, activité, logistique).

Périmètre : aire urbaine de Lyon

Le marché des locaux d'activité et locaux mixtes est toujours très stable, avec 320 415 m² placés, ce qui est très positif dans un contexte conjoncturel plutôt incertain. Les deux tiers des surfaces placées se font à l'Est de Lyon. Le vieillissement du parc immobilier reste un sujet d'actualité, avec certains locaux disponibles qui ne répondent plus aux critères actuels.

Le marché de l'immobilier logistique affiche un bon résultat annuel malgré un faible 4e trimestre, avec près de 300 000 m² placés. Ce chiffre élevé, dans la moyenne des dix dernières années, a été porté par une transaction exceptionnelle de 106 000 m² à Villette-d'Anthon, pour la construction d'un campus logistique destiné à Socara (groupe Leclerc). Au niveau national, le marché logistique est en retrait de 8 % par rapport à 2013.

Immobilier d'entreprise en région lyonnaise : demande placée (cumul en m² par année)



Source : CecimObs

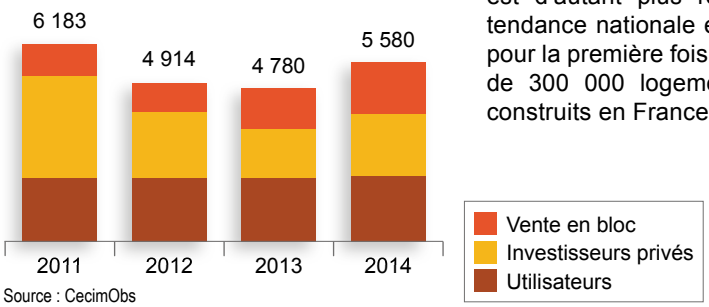
Le logement neuf

Définition

L'observatoire du Cecim réalise un suivi de l'ensemble des programmes neufs de logements en cours de commercialisation sur l'aire urbaine de Lyon : mises en vente, stocks, réservations, type d'acquéreur, prix… Le marché des logements anciens, trop dispersé, n'est pas compris dans cette observation.

Périmètre : aire urbaine de Lyon

Logement neuf en région lyonnaise
répartition des réservations par type d'investisseur



Source : CecimObs

Une belle année à Lyon, dans un marché national en berne

Après deux années de baisse, le marché lyonnais des logements neufs est reparti à la hausse en 2014, avec 5 580 réservations nettes au cours de l'année pour l'ensemble des produits (collectif, maison individuelle et résidences avec services), soit une progression de 17 % par rapport à 2013. Cette performance est d'autant plus remarquable que la tendance nationale est en forte baisse : pour la première fois depuis 1997, moins de 300 000 logements neufs ont été construits en France en 2014.

La progression du marché lyonnais est tirée par le retour en deuxième partie d'année des investisseurs particuliers (qui achètent pour louer), rassurés par la stabilisation du plan de relance du logement neuf et du dispositif Duflot, ainsi que par la reprise des ventes en bloc aux bailleurs sociaux. Les réservations des particuliers utilisateurs (ceux qui achètent pour habiter eux-mêmes) restent extrêmement stables depuis quatre ans, autour de 2 000 réservations nettes.

Les principales zones de commercialisation sont les 7e et 8e arrondissements de Lyon, Villeurbanne, Vénissieux et Vaulx-en-Velin. Le prix moyen d'achat reste stable sur l'aire urbaine de Lyon, à 3 520 euros le mètre carré.

Les prévisions pour 2015 sont assez confiantes, à condition que les taux d'intérêt restent bas.

Sélection d'événements concernant les entreprises de l'aire urbaine de Lyon et évolutions sectorielles, du 15 juillet 2014 au 15 janvier 2015

Pharmacie et biotechnologie

Accinov	Obtention du statut d'établissement pharmaceutique pour la plateforme d'innovation de Lyonbiopôle
Adocia	Accord avec l'Américain Eli Lilly pour le développement d'une insuline ultra-rapide. Biotech
Alizé Pharma	Levée de 5 M€ pour lancer deux études cliniques. Maladies rares
Bio Elpida	Transfert du siège de Dardilly au parc technologique de Saint-Priest. Immunothérapie
bioMérieux	Inauguration du centre R&D de La Balme les Grottes (38), avec 215 scientifiques. Diagnostic en microbiologie.
Boiron	20 M€ investis dans l'agrandissement du site de Messimy. Homéopathie
Erytech Pharma	Augmentation de capital de 30 M€, souscrite à 70% par des investisseurs américains. Biotech
Flamel Technologies	Vente de son usine de Pessac (33) au Suédois Récipharm. Biotech
Fresenius Medical Care	Projet d'agrandissement du site de Savigny ; 70 M€ investis d'ici 2017. Dialyseurs
Poxel	Levée de 10 M€ pour accélérer le développement de ses produits ; entrée en Bourse sur Euronext Paris. Biotech
Spineway	Levée de fonds de 1,2 M€ et financement de 1 M€ de la BPI. Implants chirurgicaux
Valneva	Acquisition du vaccin Dukoral en Suède, pour 45 M€. Biotech

Le deuxième semestre 2014 a été riche en développement pour les entreprises des sciences de la vie de la région lyonnaise. Les levées de fonds ont été particulièrement nombreuses, pour des montants élevés (Erytech Pharma, Poxel, Alizé Pharma, Spineway…). Les investissements immobiliers sont également dynamiques (Fresenius, Boiron, bioMérieux, Bio Elpida…). Le pôle de compétitivité Lyonbiopôle s'est vu attribuer le label Gold européen, décerné par l'ECEI (European Cluster Excellence Initiative). Trois projets collaboratifs labellisés par Lyonbiopôle ont été retenus à l'issue du 18e appel à projets du Fonds unique interministériel et recevront des aides publiques.

Au niveau régional, l'enquête de la Banque de France indique que, malgré des carnets de commande jugés peu garnis, les entreprises pharmaceutiques rhônalpines affichent des prévisions favorables pour les prochains mois.

Mode et textile

Cityzen Sciences	Accord mondial avec le Japonais Asics pour commercialiser un tee-shirt connecté
Maison Lejaby	Entrée au capital du groupe français Impala ; plan de sauvegarde de l'emploi (60 postes supprimés). Lingerie
Marc Rozier	Entrée au capital du Chinois Wensli, en vue d'un rachat total d'ici 2 ou 3 ans. Foulards en soie

En Rhône-Alpes, les entreprises du textile et de l'habillement interrogées par la Banque de France font état d'un léger rebond de la production en fin d'année 2014, qui devrait se poursuivre dans les prochains mois. Au niveau national, l'Institut français de la mode indique que le chiffre d'affaires des producteurs de vêtements chaîne et trame a augmenté de 4,6 % sur les onze premiers mois de de l'année 2014, et celui du textile de 2 %.

Quatre projets labellisés par le pôle de compétitivité des textiles et matériaux souples Techtera et deux projets colabellisés ont été retenus à l'issue du 18e appel à projets du Fonds unique interministériel et recevront des aides publiques.

Construction automobile, aéronautique et véhicules industriels

EFI Automotive	Création d'Axandus, accélérateur d'entreprises innovantes. Systèmes électroniques automobiles
Renault Trucks	Renault Trucks T élu "Camion international de l'année 2015" au salon de Hanovre.
Valeo	Transfert de production de démarreurs diesel de Saint-Quentin-Fallavier vers la Pologne, sans licenciement. Equipement automobile

Malgré un début d'année plutôt bien orienté, le marché français des voitures particulières neuves n'a enregistré qu'une très légère progression en 2014, avec 1 795 900 immatriculations (+0,3 %). Les groupes français ont accru leurs positions et totalisent 55 % du marché, en progression de +3,9 % par rapport à 2013. La situation est encore plus favorable au niveau européen, où les immatriculations augmentent pour la première fois depuis 2007, à + 5,7 %. Les perspectives pour 2015 sont cependant assez ternes, avec au mieux une stabilisation du marché en France.

Concernant le véhicule industriel de plus de 5 tonnes, le marché se contracte à nouveau en France en 2014 avec 37 560 immatriculations (-13 % par rapport à 2013), alors que certains pays européens bénéficient d'un meilleur courant d'affaires (Allemagne, Italie, Espagne, Pologne). Le passage à la norme Euro VI n'aura eu qu'un effet temporaire fin 2013 et début 2014, sans redynamiser durablement le marché. 2015 s'annonce également difficile et à nouveau en baisse en France, où l'absence de reprise pèse sur les prises de commande. *(Sources : CCFA , ACEA, Observatoire du véhicule industriel de BNP Paribas Rental Solutions Trucks)*

Construction électrique, mécanique et métallurgie

Charvet Digital Media	Nouveau nom ; transfert du siège de Rillieux-la-Pape à Miribel (01). Affichage électronique
Monin Mécanique	1,2 M€ investi dans de nouvelles machines à Rillieux-la-Pape. Mécanique de précision
Polimetal / Groupe TDS	1,8 M€ investi à Genas dans une nouvelle ligne automatique. Traitement des métaux
Sagitherm	Rachat de la société de Genas par le groupe Vinci Energies. Tuyauterie industrielle

Au niveau national, la Fédération des industries mécaniques fait état d'une progression de +2,1 % de l'activité productive en glissement annuel. L'amélioration des exportations des industries mécaniques vers les pays tiers, favorisée notamment par la dépréciation récente de l'euro, explique en partie cette évolution positive. Le marché domestique reste globalement stable à un niveau assez faible, avec un décalage entre le raffermissement de la demande issue de l'industrie manufacturière et le repli de la demande issue du bâtiment et des travaux publics.

Au niveau régional, les entreprises de la métallurgie et de la fabrication de produits métalliques interrogées par la Banque de France se montrent plutôt confiantes pour les prochains mois, au vu de carnets de commande assez bien garnis.

Environnement et énergie

CNR	Commande de 75 000 panneaux photovoltaïques au Lyonnais Sillia
Dalkia Centre-Est	Création à Vaulx-en-Velin de Desc, centre de pilotage de l'efficacité énergétique des bâtiments, avec 20 salariés.
IFPEN	Début des travaux de la plateforme Procédés innovants d'Axel'One, à Solaize
RTE	Annonce d'un projet immobilier à Gerland (14 100 m² de bureaux regroupant 560 salariés).
Sorepol	Lauréat du prix Cleantech Republic 2014. Dépollution
Suez Environnement	Inauguration du Centre Visio de la Lyonnaise des Eaux à Caluire-et-Cuire, pour le pilotage des réseaux et installations de Rhône-Alpes-Auvergne. 2 M€ investis.
Universal System Group	Entrée en Bourse sur le marché libre d'Euronext Paris. Solutions d'énergies renouvelables

En France, la production d'énergie primaire est en hausse de 3 % sur un an entre novembre 2013 et novembre 2014, en lien avec l'augmentation de la production d'électricité nucléaire (+ 4,8 %). La décroissance généralisée de la consommation de l'ensemble des énergies fossiles conduit à une diminution durable des émissions de CO_2 liées à la combustion d'énergie (-9 % entre décembre 2013 et novembre 2014). Côté électricité renouvelable, la production éolienne et la production d'origine photovoltaïque affichent de fortes progressions sur les neuf premiers mois de l'année 2014 par rapport aux trois premiers trimestres 2013 (respectivement +16 % et +25 %) ; elles représentent ainsi respectivement 3,5 % et 1,4 % de la consommation électrique nationale sur la période. *(Source SoeS)*

Au niveau local, l'Appel des 30, lancé par le Grand Lyon, vise à faire de la Vallée de la chimie lyonnaise *« une référence européenne en matière de cleantech, et notamment dans les filières chimie, énergie et environnement »* à l'horizon 2030.

Bâtiment et travaux publics

6ème Sens Immobilier	Transfert du siège de Sainte-Foy-lès-Lyon à Lyon 7e. Promotion immobilière
Capelli	Levée de 6,8 M€ pour financer son développement en Europe du Nord. Promotion immobilière
Cerabati	Nouvelle enseigne du groupe Marazzi et plan d'investissement de 5 M€. Carreaux en céramique
Gerflor	Acquisition de l'Américain Connor Sport Court International. Revêtement de sol
Plomberie de l'Arsenal	Nouveaux locaux de 11 000 m² à Vénissieux. Plomberie et génie climatique
Sobeca	Acquisition d'un entrepôt de 17 400 m² à Corbas. Construction de réseaux
Vaganay	Acquisition d'un bâtiment d'activité de 5 000 m² à Solaize. Couverture et construction bois

Au niveau national, la Fédération française du bâtiment (FFB) souligne le fort recul de l'activité du bâtiment en 2014 (- 4,3 % en volume), dans la suite du déclin amorcé en 2008. L'année 2015 n'est pas annoncée comme l'année de la reprise, avec un nouveau recul attendu de 0,4 %, hors effet prix, malgré des effets positifs espérés du plan de relance et des mesures en faveur du logement et de la transition énergétique. Au niveau régional, la FFB Rhône-Alpes a présenté en novembre un plan de 17 mesures pour relancer le secteur. Au niveau local, les entreprises du bâtiment bénéficient de la bonne tenue des constructions neuves dans l'agglomération lyonnaise (cf. page 6).

Dans les travaux publics, l'année 2014 a été celle de la *« plongée dans la dépression »*, selon la Fédération nationale, avec une baisse d'activité estimée à - 5 %. Au niveau régional, le pôle d'excellence Indura, spécialisé dans les travaux publics et les infrastructures durables, vient d'être labellisé cluster par la Région Rhône-Alpes, après quatre années d'existence. Ses principaux domaines d'expertise sont les matériaux innovants, la maintenance et la gestion des risques autour des ouvrages, la modélisation et l'optimisation des ouvrages, la fin de vie des ouvrages et leur déconstruction.

Informatique et loisirs numériques

Capseo	Levée de 1,1 M€ pour développer son agence virtuelle. Réputation web des marques
Cegid	Nouveaux locaux à Paris ; création de la Fondation Cegid. Logiciels
Esker	Acquisition du Parisien CalvaEDI. Gestion électronique de documents
Everial	Acquisition du Savoyard Knowings. Logiciels collaboratifs
Evernote	Ouverture d'un bureau à Lyon pour la société californienne. Applications mobiles
Glowbl	Levée de 1,5 M€ et ouverture d'un bureau à San Francisco (USA). Solutions de visioconférence
Intitek	Acquisition du Grenoblois Pléiades Technologies et de trois activités du Francilien Dunasys. Ingénierie numérique
Orange	Inauguration d'un show-room dédié aux usages numériques au siège régional à Lyon 3e ; projet sur le site de Lyon-Lacassagne, avec création de bureaux (18 700 m²) et logements (9 500 m²).
Sogelink	Acquisition du Normand Atlog. Solutions topographiques
Vidcoin	Levée d'1 M€ et ouverture d'un bureau à New York (USA). Publicité en ligne

L'appel à projet national French Tech a abouti à la labellisation de neuf dossiers par le Ministère de l'économie, dont Lyon French Tech et Digital Grenoble en Rhône-Alpes. Les métropoles labellisées auront un accès facilité au fonds de 200 millions d'euros créé pour permettre le développement d'accélérateurs d'entreprises, ainsi qu'à une enveloppe de 15 millions d'euros dédiée à la promotion de la French Tech à l'international.

Dans le Grand Lyon, le dispositif partenarial public/privé Lyon Urban Data vient de lancer un *« tube à expérimentation urbaine »*, baptisé TUBà ; il vise à faciliter le développement de nouveaux produits et services numériques.

Côté entreprises, l'enquête de conjoncture réalisée en septembre par l'Afdel (Association française des éditeurs de logiciels et solutions internet) fait état d'un optimisme plus mesuré des éditeurs sur leurs perspectives que six mois plus tôt. La croissance des ventes est attendue aux alentours de 2,6 % en 2014, contre 1,2 % en 2013.

Tourisme, culture et loisirs

Burger King	Ouverture de deux restaurants à Lyon (Confluence et Part-Dieu) pour le groupe américain
C Gastronomie	Ouverture d'un second restaurant dans le Genevois français. Traiteur
Ibis	Rénovation de 4 hôtels à Lyon et Bron aux nouveaux standards de la marque
Institut Lumière	Acquisition des deux cinémas CNP
Marietton Voyages	Acquisition des agences et plateaux d'affaires de Préférence Voyages, avec 110 salariés
Ninkasi	Ouverture d'une franchise aux Ménuires en Savoie. Brasserie
Okko	Ouverture d'un premier hôtel 4 étoiles à Lyon 6e

Le tourisme dans l'Union européenne a atteint un nouveau record en 2014, autour de 2,7 milliards de nuitées (+1,7 % par rapport à 2013). Avec 403 millions de nuitées, en baisse de 1,7 % par rapport à 2013, la France garde la place de première destination touristique d'affaires et de loisirs, mais de justesse devant l'Espagne.

Ce recul se retrouve dans le bilan 2014 de l'hôtellerie et de la restauration lyonnaises, une année *« très mauvaise »* selon l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH) du Rhône, notamment dans le centre-ville de Lyon. Le baromètre hôtelier du Grand Lyon confirme cette tendance, avec une baisse sur les trois indicateurs de performance de l'hôtellerie de janvier à novembre 2014 : taux d'occupation (- 2,1 %), prix moyen (- 3,1 %), revenu par chambre disponible (- 5,2 %).

Côté événements, la Biennale de la danse en septembre dresse un bilan très positif, avec plus de 100 000 personnes aux spectacles de danse et un taux de fréquentation de 93 %.

Logistique et transport

Aéroport Lyon-Saint Exupéry	Pose de la première pierre du futur terminal T1, qui sera livré en 3 phases (2016-2025). 180 M€ investis
Clasquin	Acquisition de l'Américain Garnett et de l'Allemand Görlitz Air Freight. Ingénierie du transport
DCB International	Création d'une co-entreprise avec l'Allemand CargoBeamer. Ferroutage
Norbert Dentressangle	Acquisition de l'Américain Jacobson (5 500 salariés). Logistique et transport
SNCF	Suppression de 92 postes sur 800 au Technicentre d'Oullins
Socara / E. Leclerc	Projet de regroupement des sites de Saint-Quentin-Fallavier et du siège dans un nouvel entrepôt de 106 000 m² à Villette-d'Anthon (38), en 2016

En France, le marché de l'immobilier logistique s'affiche en retrait de 8 % par rapport à 2013, avec près 2 millions de m² commercialisés, ce qui correspond à un volume global conforme à la moyenne de commercialisation des dix dernières années. Les régions Ile-de-France et lyonnaise ont accueilli 54 % des volumes placés.

Après un mouvement de reprise en 2011, le chiffre d'affaires du transport routier de marchandises a ralenti en 2012 et 2013 et stagné en 2014. Il s'inscrit ainsi en baisse de 0,2 % sur un an à fin octobre 2014, selon la FNTR.

En Rhône-Alpes, la Banque de France note une stabilisation de l'activité globale du transport routier à un niveau satisfaisant, avec un certain optimisme pour les prochains mois.

Commerce de gros

Baret	Nouveau siège avec ateliers à Vénissieux. Fournitures industrielles
Bio-Distrifrais	Vente de la filiale française de distribution par le groupe néerlandais Wessanen. Produits bio
Casselin	Levée de 1,5 M€ auprès de Rhône-Alpes PME et Humanh pour financer son développement international. Equipements de restauration
Jacquet Metal	Acquisition du Canadien Rolark. Distribution d'acier et fournitures industrielles
VDI Group	Cession de sa branche Hygiène et Sécurité et recentrage sur les piles et batteries

Les enquêtes de la Banque de France indiquent que l'activité s'est stabilisée dans le commerce de gros en Rhône-Alpes au 4e trimestre 2014. La baisse des prix d'achat s'est poursuivie dans les produits agroalimentaires mais n'a été que partiellement répercutée sur les prix de vente. L'amélioration des carnets de commande, dans l'agroalimentaire comme dans les produits industriels, permet d'anticiper une progression de l'activité début 2015.

Services financiers

Agence France Locale	Installation à Lyon 3e, Tour Oxygène. Financement des collectivités
Apicil	2,5 M€ investis dans la refonte des sites internet. Assurance
Axa	Ouverture d'une agence vitrine à Lyon 6e. Banque et assurance
Crowd Avenue	Lancement de la plateforme de financement participatif par la CCI de Lyon et la société Wiseed
Miltis	Ouverture d'une première agence à Lyon 8e. Mutuelle

Depuis début novembre 2014, le premier pilier de l'Union bancaire européenne est entré en vigueur : la supervision unique du secteur bancaire de la zone euro est désormais assurée par la Banque centrale européenne (BCE). Cette supervision s'applique aux 4 700 banques européennes, ce qui représente plus de 90 % du marché bancaire français, 75 % des actifs bancaires en Allemagne et globalement 85 % des actifs bancaires de la zone euro.

Autres services marchands

Akka Technologies	Acquisition de l'Allemand Auronik. Ingénierie automobile
BPI Group	Nouveaux bureaux sur 1 200 m² à Lyon 7e. Conseil RH
Eras	Ouverture d'une agence à Mérignac (33) pour le Sud-Ouest de la France. Ingénierie
GEL Groupe	Introduction en Bourse sur le marché libre d'Euronext Paris. Solutions RH pour la logistique
Kep Technologies	Réaménagement du site de Caluire-et-Cuire et création d'un centre de R&D. Ingénierie et conseil
Loyalty Expert	Nouveaux locaux sur le parc du Puy d'Or à Limonest avec 140 salariés ; ouverture d'un bureau à Paris. Marketing
Maïa	Construction d'un nouveau siège et d'un hôtel de luxe à l'Antiquaille à Lyon, 50 M€ investis. Ingénierie

Les enquêtes de la Banque de France en Rhône-Alpes indiquent que l'activité dans les services marchands s'est stabilisée à un bon niveau fin 2014, hors agences de travail temporaire dont l'activité s'est fortement dégradée. La situation est également en retrait pour l'ingénierie et les études techniques, du fait d'un attentisme de la demande publique et privée. A l'inverse, l'ingénierie informatique bénéficie d'un courant d'affaires toujours dynamique. Les perspectives pour l'ensemble des services marchands sont favorables.

Commerce de détail

Félix Faure Automobiles	Nouvelle concession Volvo à Vénissieux
Feu vert	Création d'une centrale d'achat internationale pour l'ensemble du groupe. Equipements automobiles
Jean Delatour	Suppression d'environ 140 postes sur 400. Bijoux
Les Toques blanches du monde	Label « Entreprise innovante ». Vente en ligne d'épicerie fine
Pautric	Nouvelle concession BMW et Mini à Vénissieux ; 10,5 M€ investis

L'enquête mensuelle menée par la CCI de Lyon auprès des commerces indépendants de détail révèle une nouvelle baisse de chiffre d'affaires en octobre (- 1,7 %) pour les commerçants lyonnais. La situation est contrastée selon les secteurs d'activité : le secteur de l'équipement de la personne est particulièrement touché par une météo trop clémente, défavorable aux achats sur les collections d'hiver. Les défaillances dans le secteur du commerce ont enregistré une hausse importante en 2014 (+ 28 % par rapport à 2013) ; elles représentent un quart des défaillances au Tribunal de commerce de Lyon.

Au niveau national, la Banque de France indique qu'au quatrième trimestre 2014, les ventes de produits alimentaires progressent par rapport au trimestre précédent (+ 1,1 %), de même que les ventes de produits industriels (+ 1,1 %), grâce à l'électronique grand public, la pharmacie et l'électroménager notamment. Les ventes du petit commerce progressent (+ 0,5 %) et surtout la vente à distance (+ 5,3 %), alors que les hypermarchés reculent (- 0,4 %).

Agroalimentaire

Bonduelle	Création d'un centre européen de recherche et marketing pour sa division Frais à Genas. Transformation de légumes
Cibevial	4,6 M€ investis pour la modernisation de l'abattoir de Corbas
Puratos	Ouverture du 2e centre d'expertise du groupe espagnol en France à Saint-Priest. Solutions pour la pâtisserie
Solexia	Renforcement du pôle agroalimentaire avec l'acquisition de la Maison Chillet à Saint-Symphorien-sur-Coise. Saucissons haut de gamme
Voisin	Label Entreprise du patrimoine vivant. Chocolats

En Rhône-Alpes, la Banque de France souligne que l'activité de fabrication de denrées alimentaires est bien orientée, tirée par le segment des boissons. Les carnets sont jugés correctement remplis et une légère progression globale de l'activité est anticipée.

L'Association des industries agroalimentaires (Ania) s'inquiète de la concentration en cours des grandes centrales d'achat de la grande distribution, avec à terme 90 % du marché contrôlé par quatre centrales, et du renforcement probable de la guerre des prix.

Principales sources d'information

- *Tendances régionales, enquêtes mensuelles de la Banque de France en Rhône-Alpes*
- *Conjonctura, CCI Rhône-Alpes, n°91, décembre 2014*
- *Résultats du panel régional de conjoncture, CCI Rhône-Alpes, janvier 2015*
- *Insee Rhône-Alpes Conjoncture, n°3, janvier 2015*
- *Sites internet des branches professionnelles*
- *Presse nationale et locale*

Les grands chiffres du trimestre

Les évolutions se rapportent à la même période un an auparavant

Emploi salarié marchand
574 200 emplois (+0,1 %)
Rhône, 3e trimestre 2014

Demandeurs d'emploi cat. ABC
142 800 personnes (+5,5 %)
Rhône, fin novembre 2014

Taux de chômage
9,2 %
Zone d'emploi de Lyon, 3e trimestre 2014

Procédures collectives
1 810 (+16 %)
Tribunal de commerce de Lyon, année 2014

Immobilier d'activités et mixte
320 415 m² placés (stable)
Cecim, année 2014

Les travaux de l'Observatoire partenarial lyonnais en économie
sont l'expression d'un partenariat entre la Métropole de Lyon, la Ville de Lyon,
la CCI de Lyon, le Medef Lyon-Rhône,
l'Université de Lyon, la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône,
la CGPME, Pôle Emploi, l'Aderly, le Cecim,
l'Office de tourisme et des congrès du Grand Lyon, Viennagglo, le Pôle métropolitain
et l'Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise,
en association avec le Sgar, l'Insee, la Banque de France, l'Urssaf,
et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Retrouvez les publications de l'Opale sur

www.opale-lyon.com

Agence d'urbanisme
pour le développement
de l'agglomération lyonnaise

Tour Part-Dieu, 23e étage
129 rue Servient - 69326 Lyon Cedex 03
Tél. 04 81 92 33 00 - Fax 04 81 92 33 10
www.urbalyon.org

Métropole de Lyon, Sepal, Etat, Département du Rhône, Région Rhône-Alpes, Villes de Lyon, Villeurbanne, Vénissieux, Vaulx-en-Velin, Bourgoin-Jallieu, Tarare, Communautés d'agglomération Porte de l'Isère, ViennAgglo, Communautés de communes du Pays de l'Arbresle, du Pays Mornantais, du Pays de l'Ozon, de la Vallée du Garon, des Vallons du Lyonnais, Syndicats mixtes du Beaujolais, de la Boucle du Rhône, de l'Ouest Lyonnais, des Rives du Rhône, du Scot de la Dombes, du Scot des Monts du Lyonnais, du Scot Nord-Isère, du Scot Val de Saône-Dombes, Syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion du Grand Parc Miribel Jonage, CCI de Lyon, Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône, Sytral, Epora, Ademe, Pôle métropolitain, Caisse des dépôts et consignations, Opac du Rhône, Grand Lyon Habitat, Syndicat mixte de transports pour l'aire métropolitaine lyonnaise.

Directeur de la publication : **Damien Caudron**
Référent **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40 c.garinhameline@urbalyon.org
Infographie : **Marie-Pierre Ruch** - Statistiques : **Ingrid Pignard**
Photo couverture : Corbas, vue de la zone industrielle vers l'Est © M.-P. Ruch, juillet 2013
ISSN 0753-3454